

Une stratégie politique pour la défense des retraites des salariés en France

Déclaration du comité de rédaction du *World Socialist Web Site*

Les manifestations du 25 mai seront le temps fort d'un mouvement de masse grandissant contre les attaques du gouvernement français. Des millions de salariés feront preuve de leur détermination à se battre contre une attaque sans précédent contre leurs retraites et les services publics de base.

L'offensive du gouvernement porte sur trois points : la réforme des retraites qui réduira de 30 à 50 porcent les pensions, le transfert de 110 000 postes de l'Education nationale aux régions ainsi que la suppression de 25 000 postes dans le service public de l'éducation, et la réduction draconienne des dépenses de santé, notamment pour les personnes âgées.

Les réformes proposées par le Président Jacques Chirac et le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin représentent une attaque fondamentale contre la structure toute entière des avantages de l'état-providence mis en place après la seconde guerre mondiale. Les salariés sont confrontés à une lutte non pas contre tel ou tel politicien ou proposition mais contre le gouvernement Chirac-Raffarin lui-même et l'élite capitaliste qu'il représente.

Ce mouvement engagé dans la lutte contre ces attaques doit être élargi et approfondi afin de mobiliser activement salariés des secteurs privé et public, retraités ainsi qu'étudiants et jeunes, salariés immigrés et de souche. Néanmoins pour que ce mouvement parvienne à ses fins, il doit être guidé par une compréhension lucide des forces motrices qui sous-tendent ces attaques et une stratégie politique entièrement élaborée basée sur cette compréhension.

Il s'agit d'une lutte politique

Il est nécessaire de dire les choses telles qu'elles sont. L'agitation militante ni même la grève ne parviendront à elles seules à préserver les emplois et les conditions de vie de la classe ouvrière face à la détermination de l'élite dirigeante à démanteler tous les acquis sociaux hérités du passé. Il s'agit ici d'une lutte politique opposant une classe – la grande masse des salariés – contre son opposé – l'élite industrielle et financière et la couche la plus riche et la plus privilégiée de la population. Cette lutte provient d'une crise mondiale du système capitaliste qui a déjà produit la violente éruption de l'impérialisme américain en Afghanistan et en Iraq, le conflit ouvert entre Washington et ses alliés apparents en Europe, une attaque massive sur les droits démocratiques dans tous les pays, et une récession qui s'intensifie et menace de sombrer en déflation mondiale et dépression.

Le plus grand tort est fait par tous ceux – bureaucrates syndicaux, politiciens, opportunistes de la soi-disant extrême-gauche – qui nient le caractère politique de cette lutte. Disons les choses telles qu'elles sont : la classe ouvrière est confrontée à une lutte dont l'objectif conscient doit être non pas de faire

pression ou de faire reculer le gouvernement Chirac-Raffarin, ou même de le remplacer par un autre gouvernement bourgeois des partis de la Gauche officielle, mais plutôt de prendre le pouvoir politique entre ses propres mains. C'est seulement de cette façon que les salariés peuvent réorganiser la vie économique suivant des principes authentiquement démocratiques et égalitaires, de façon à ce que les ressources produites par les salariés puissent être développées et distribuées pour subvenir à leurs besoins.

Une question internationale

Le fossé grandissant entre riches et pauvres et les attaques contre les services publics ne sont pas propres à la France. Les salariés du monde entier sont confrontés aux mêmes attaques fondamentales. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la polarisation des richesses a été poussée encore plus loin. De Reagan à Bush et de Thatcher à Blair le niveau de vie des salariés ne cesse de baisser tandis que les riches amassent des fortunes toujours plus grandes.

En Europe, le Chancelier allemand Gerhard Schröder a déclenché les attaques les plus importantes que l'on ait jamais vues contre le système de sécurité sociale allemand avec son « Agenda 2010 ». Schröder, dirigeant du SPD, équivalent du Parti socialiste français, procède à des attaques similaires à celles de Chirac et Raffarin.

Le problème est mondial. Tout comme dans les autres pays, le gouvernement Chirac-Raffarin et l'élite du grand capital qui se tient derrière lui, essayent de faire payer à la classe ouvrière la crise mondiale de l'économie. C'est seulement sur la base d'une stratégie visant à unir la classe ouvrière par delà toutes les frontières nationales et en tant que force politique indépendante de la société bourgeoise que les salariés pourront lutter pour prendre le pouvoir et résoudre cette crise dans l'intérêt de la grande majorité.

La rupture avec les vieux partis discrédités de la Gauche

Le combat pour cette perspective requiert avant tout la rupture avec les vieux partis discrédités de la Gauche et la construction d'un nouveau parti politique sur la base d'un programme socialiste et internationaliste.

Les expériences politiques les plus importantes vécues par les salariés ces 35 dernières années démontrent la futilité des luttes qui restent dans les limites d'une perspective nationale et consistent à faire pression syndicalement sur l'Establishment industriel et politique. En mai-juin 68 il y avait 10 millions de salariés engagés dans une lutte politique contre le gouvernement de Charles de Gaulle et la Cinquième république elle-même. Le Parti communiste et le syndicat CGT

effectuèrent une trahison historique en refusant de faire tomber le régime gaulliste et en appelant, au contraire, à mettre fin au mouvement de grève en échange de quelques concessions dérisoires. De Gaulle et Georges Pompidou, après lui, eurent tôt fait de rogner ces gains dans les années qui suivirent.

Entre-temps il y eut de nombreux mouvements sociaux de masse contre les divers gouvernements "de Gauche" présidés par François Mitterrand. Ils s'achevèrent tous par des arrangements concoctés par la direction syndicale qui laissaient en place les attaques fondamentales : fermeture de l'industrie sidérurgique au début des années 80, accélération de la production et licenciements dans l'industrie automobile deux ans plus tard, pour ne donner que deux exemples.

Finalement, la grève massive des fonctionnaires en novembre-décembre 95 mit le gouvernement d'Alain Juppé au bord de l'effondrement. Les syndicats acceptèrent cependant un arrangement qui laissa en place non seulement les attaques de Juppé contre la sécurité sociale mais aussi celles perpétrées en 93 par l'ancien Premier ministre Edouard Balladur contre les retraites des salariés du privé. L'allongement, pour les salariés du secteur privé, de la période de cotisation de 37,5 à 40 années est utilisé à présent pour justifier l'allongement identique, pour le secteur public, de la période de cotisation.

Un bilan de trahison et de défaite

Le bilan de cette politique qui se limite à faire pression et qui est poursuivie par les partis politiques de Gauche et par les syndicats est un bilan de trahison et de défaite. Chaque concession faite par ces dirigeants conduit à de nouvelles concessions. Les salariés ont vu leur niveau et conditions de vie se dégrader ces trente dernières années. Maintenant Chirac propose de s'attaquer à leur retraite, à l'éducation et à la sécurité sociale.

Ce sont les bureaucraties du mouvement ouvrier, qui ont depuis longtemps fait leur temps, qui sont l'obstacle majeur à la lutte: le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les appareils syndicaux. Ils sont rejoints par ces organisations opportunistes qui les protègent et détournent toute critique à leur égard : la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine, Lutte Ouvrière (LO) d'Arlette Laguiller et le Parti des Travailleurs (PT) de Pierre Lambert.

Dans la lutte actuelle, il n'y en a pas un parmi eux qui ose dire la vérité. Mis à part quelques discours de circonstance à leur récent congrès, le Parti Socialiste a refusé de lever le plus petit doigt contre les mesures de Raffarin.

Le gouvernement de la Gauche Plurielle (PS,PCF et Verts) de Lionel Jospin, arrivé au pouvoir après la réforme des retraites de Balladur et les attaques de Juppé contre les services publics, n'a pas abrogé une seule de ces mesures durant ses cinq années au pouvoir. Pas un syndicat ne s'est élevé contre cette trahison.

C'est la politique anti-ouvrière du gouvernement Jospin qui a ouvert la voie au vote massif pour le fasciste Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002. La réaction du Parti Socialiste et du Parti Communiste fut de faire campagne pour que Chirac soit élu président. Ils s'opposèrent à toute lutte pour avancer une alternative politique ouvrière

aux partis de la Droite bourgeoise. Ils portent de ce fait la responsabilité politique de toutes les mesures anti-ouvrières que Chirac a prises depuis.

Tous les partis de la Gauche officielle continuent à prétendre que les problèmes soulevés par l'offensive de Chirac et Raffarin peuvent se résoudre en faisant pression sur le gouvernement. Le Parti Communiste dit avoir « fait ses calculs », et qu'il est possible de résoudre la question des retraites. La LCR déclare qu'il « est possible de financer les retraites ». LO dit que « tous ensemble on peut faire reculer le gouvernement ».

Non seulement ils désarment politiquement la classe ouvrière, mais ils fournissent aussi un écran de fumée pour que les syndicats dispersent et fassent avorter la lutte afin d'éviter une confrontation avec le gouvernement.

La traîtrise de la bureaucratie syndicale

La traîtrise de la bureaucratie syndicale a déjà été démontrée par la décision de la direction de la CFDT d'accepter la proposition du gouvernement sur les retraites. Pour sa part, Bernard Thibault a écarté tout mouvement de grève jusqu'après le 28 mai, jour de l'examen de la réforme au Conseil des ministres. Il a complètement désavoué la grève des salariés des transports urbains parisiens, RATP, qui a perturbé les transports dans la capitale.

Marc Blondel, dirigeant de Force Ouvrière démontre en des termes on ne peut plus clairs la détermination des dirigeants syndicaux à éviter une lutte politique avec le gouvernement. Dans un entretien récent où on lui demandait s'il avait l'intention d'appeler à une grève générale, il répondit : « Non... Cette notion de grève générale prend toujours un tour politique. Je ne me bats pas contre Raffarin mais contre la réforme des retraites de Fillon » [le ministre des affaires sociales].

Laissant prévoir son intention d'annuler toute lutte, il dit à l'*Agence France Presse* le 19 mai : « J'ai le sentiment que nous sommes dans la dernière semaine de l'expression syndicale... à partir du 25 et au-delà, le problème va devenir un combat entre la majorité et l'opposition, ce n'est pas mon problème. »

L'unité internationale

Les salariés français doivent s'unir avec les salariés à échelle internationale dans une lutte basée sur un programme commun qui impose la propriété sociale des forces productives de base et la redistribution des richesses sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière. Cela nécessite la construction d'un nouveau parti international ouvrier qui lutte pour une perspective socialiste.

Le *World Socialist Web Site*, organe quotidien sur Internet du Comité International de la Quatrième Internationale, est l'outil au service de la construction d'un tel parti. Nous invitons tous les manifestants à lire le WWS, à se mettre en contact avec le comité de rédaction et à contribuer au développement de notre travail.

24 mai 2003